



DIRECCT

Digital REsponse Connecting CiTizens



Financé par
l'Union européenne



DOSSIER DE PRESSE

DIRECCT

La crise du Covid-19 l'a démontré: les services numériques permettent de réduire l'impact des pandémies et des crises pour les citoyens, les patients, les étudiants et les entreprises: rester connecté avec les institutions et ses partenaires constitue une riposte efficace pour faire face aux crises.

Conscients de l'importance des technologies numériques pour la réponse sanitaire et socio-économique, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union européenne ont lancé un programme ambitieux: le Programme DIRECCT – Digital REsponse Connecting CiTizens. Le programme DIRECCT appuie la connectivité et la numérisation d'acteurs de la santé, de l'éducation et des petites entreprises afin de mieux faire face aux chocs actuels et futurs.

Financé par l'UE, il est mis en œuvre conjointement par l'Agence Française de Développement (AFD) et Enabel, l'agence belge de développement. D'un montant de 15,4 millions d'euros, le programme est piloté par l'AFD.

Le numérique pour construire la résilience sanitaire et socio-économique

La santé, l'éducation et l'économie sont trois piliers fondamentaux de développement et de bien-être pour les populations de chacun des pays. La crise covid-19 les a fragilisés, partout dans le monde. Même si les réponses apportées par les pays des régions ACP ont pu être rapides et efficaces, l'impact de la pandémie a bouleversé ces secteurs, atteignant principalement les populations les plus vulnérables.



©Groovy Banana

LES DÉFIS DE LA CONNECTIVITÉ ET DES SERVICES NUMÉRIQUES



©Kibuuka Mukisa Oscar

En 2019, dans les pays en développement, seuls 47 % des foyers étaient connectés. Les investissements réalisés ces dernières années dans les infrastructures numériques ont permis d'améliorer globalement la connectivité mais ils ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins de marchés trop petits ou fragiles et pour couvrir totalement les zones rurales. Par ailleurs, lorsque les réseaux sont disponibles, notamment pour les professionnels de la santé, de l'éducation et des petites et moyennes entreprises, le manque d'ordinateurs, d'équipements et le prix des services limitent l'accès à l'internet.



LES ENTREPRISES

Affaiblis par la restriction de circulation des biens et des marchandises, les entrepreneurs ont vu leurs échanges commerciaux chuter et ont fragilisé les plus faibles, particulièrement les Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME): la difficile appropriation des outils numériques par les acteurs économiques sont des problèmes récurrents que la crise du COVID a mis en évidence en provoquant un fort ralentissement de l'activité économique dans la zone ACP et une paupérisation des populations.



L'ÉDUCATION

Dans le monde, environ 1,25 milliard d'apprenants ont été affectés par la pandémie. Éloignés de leurs centres d'étude, les étudiants et leurs professeurs ont perdu les échanges quotidiens qui créent le lien et la qualité de l'enseignement et, de fait, ce sont plusieurs mois de cours qui n'ont pu avoir lieu. Chaque jour, chaque semaine de fermeture d'école implique une perte massive dans le développement du capital humain avec des implications économiques et sociales importantes à long terme.



LA SANTÉ

Isolés et souvent mal équipés, les centres de santé communautaires ont davantage subi la pandémie plus qu'ils n'y ont fait face, en l'absence de communication aisée et régulière avec les institutions centrales. Avec des moyens numériques faibles, les agences nationales et régionales de santé publique et les laboratoires ont dû composer, bon an – mal an, avec des données imparfaites sur l'évolution de l'épidémie, alors même que ces informations guident les réponses urgentes des institutions sanitaires et les prises de décision des autorités publiques.

LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE, UNE NOUVELLE AMBITION EUROPÉENNE

Le programme DIRECCT est issu de cette nouvelle ambition, intervient dans l'extension de la connectivité et des services numériques dans trois secteurs :

LA SANTÉ

Le développement du numérique doit permettre de mieux suivre les épidémies. Ainsi, le COVID 19 a mis en évidence le besoin urgent de favoriser l'échange essentiel de données importantes et sensibles pour surveiller la situation épidémiologique des pays et permettre une coordination efficace au niveau régional. Pour les centres de santé, le numérique doit aussi être un outil de désenclavement des centres de santé isolés : l'établissement de la connectivité et l'accès aux services numériques amélioreront la qualité des soins (dossiers électroniques des patients, directives cliniques numériques, consultations et orientations en ligne), et renforceront la gestion des centres de soins (comptabilité, factures automatiques).

LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les actions du programme visent à promouvoir l'accès à l'internet pour les MPME, à favoriser l'appropriation du commerce électronique, à promouvoir des outils et des plateformes numériques pour assurer la continuité des affaires dans un contexte de ralentissement économique. Les populations les plus défavorisées seront particulièrement ciblées par les projets, particulièrement les femmes, pour leur permettre d'accéder à de nouvelles opportunités commerciales.

L'ÉDUCATION ET LA RECHERCHE

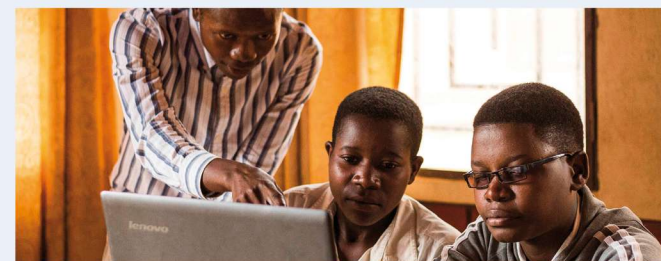
L'accès au e-learning est urgent et indispensable pour éviter qu'une ou plusieurs promotions d'étudiants soient perdues. Aujourd'hui, plus que jamais, la technologie doit permettre que l'éducation et l'instruction se poursuivent. L'enseignement en ligne, qui était auparavant une option ou un privilège, est devenu une nécessité et nous assisterons probablement dans les prochaines années à l'émergence de modèles combinant l'apprentissage en personne et en ligne.

LA CONNECTIVITÉ

Bien que le programme DIRECCT ne soit pas conçu pour améliorer structurellement l'accès public au haut débit, l'AFD et Enabel mettent en place des actions complémentaires pour améliorer la connectivité des utilisateurs finaux et des administrations, en particulier pour les réseaux universitaires, les institutions régionales et nationales de santé et pour fournir des données sur la couverture des réseaux.



©Groovy Banana



©Kibuuka Mukisa Oscar

L'Union européenne est une des plus importantes organisations internationales à mettre en œuvre une politique concrète pour combler le fossé numérique en portant des projets destinés aux secteurs clés des pays ACP :

«La Commission européenne travaille 24 heures sur 24 pour faire face à la crise du coronavirus. Nous finançons la recherche, nous finançons le développement de vaccins, nous soutenons les entreprises et les personnes qui risquent de perdre leur emploi. » explique Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, lors du lancement de la plateforme numérique D4DHub (<https://eufordigital.eu>)

L'UE s'est dotée d'une nouvelle ambition dont l'un de ses objectifs prioritaires est le développement de l'accès aux services et outils numériques dans les pays en développement. Cela au travers de plusieurs leviers, notamment :

- Le renforcement de capacités de tous les acteurs : les institutions publiques, le secteur privé, les partenaires de développement, les concepteurs et les utilisateurs.
- L'encouragement au partenariat entre organisations publiques et privées européennes et ACP, notamment avec la création prévue d'un « digital connectivity fund » et des actions associant des investissements en Europe et des actions de coopération.

Quel numérique construire avec le programme DIRECCT ?

Au travers de ces projets, l'Union européenne souhaite affirmer clairement sa vision du développement du numérique au travers trois lignes directrices :

Le genre

La fracture numérique est un marqueur des inégalités homme/femme, et l'un des objectifs transversaux du programme est de porter une attention forte à l'accès au numérique et à l'utilisation des services par les femmes, dans les trois secteurs du programme.

Un programme centré sur l'humain

Le numérique est un outil qui doit être au service des femmes et des hommes, et non l'inverse... Les services déployés doivent respecter les personnes et bénéficier équitablement à tous les citoyens. Une vigilance importante sera apportée au respect des droits des gens et à leurs vies privées. Une approche inclusive pour les populations vulnérables (jeunes, personnes âgées ou en situation de handicap, en précarité, en milieu rural) est nécessaire au développement des technologies numériques.

Préparer le futur

Au-delà de la crise covid19, les technologies numériques transforment progressivement nos échanges économiques, sociaux et culturels. Elles sont déjà des passerelles importantes entre les citoyens du monde entier, elles représentent des opportunités pour les échanges commerciaux, des outils indispensables pour une grande partie des entreprises et pour le développement des connaissances.

LES PROJETS

Ces projets sont développés dans plus de **55 pays ACP** et impliquent plusieurs dizaines de partenaires.

LA SANTÉ

✓ **Aux Caraïbes**, L'agence publique caribéenne de santé (CARPHA) met en place un système unifié de recueil et de gestion des données de santé publique dans les pays de la communauté caribéenne. L'objectif est de normaliser, stocker et mettre à disposition des États, des données sanitaires dont l'hétérogénéité actuelle bloque une analyse globale et pertinente de l'évolution des pandémies et la mise en place d'une réponse coordonnée des États caribéens.

✓ **Au Sénégal**, Oxfam va renforcer l'accès aux réseaux numériques pour les centres de santé, tout particulièrement ceux qui sont situés dans des zones très éloignées des villes et dont le manque de communication avec les centres de décision impacte fortement sur l'approvisionnement et les échanges d'informations.

✓ **11 fablabs* africains au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Mauritanie, au Sénégal et au Togo**, vont être équipés de machines de réalisation numérique et de consommables pour fabriquer sur place les dispositifs de protection, de prévention et de détection covid-19 ainsi que de former les bénéficiaires à l'utilisation des machines. Le porteur du projet, RBS (Réseau Bretagne Solidaire) va travailler avec ses partenaires francophones et, au travers son intervention, l'organisation promeut un accès ouvert et libre aux outils de santé, ainsi que leur conception à proximité de leurs destinataires, notamment les hôpitaux dans les pays du Sud.

*Fablabs: atelier mettant à la disposition du public des outils de fabrication d'objets assistée par ordinateur.

✓ Dans le Pacifique, ce sont **22 États et Territoires membres de la Communauté du Pacifique (CPS)** qui vont recevoir le projet pour renforcer leurs capacités techniques et humaines. Le projet est mis en œuvre par la CPS dans le cadre du Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP) et vise à renforcer les systèmes et capacités de surveillance dans les États et Territoires insulaires du Pacifique pour répondre à la crise de COVID-19, ainsi qu'à d'autres menaces pour la santé publique à l'avenir.

✓ **Au Sénégal**, Enabel intervient dans le secteur de la santé en renforçant la connectivité des centres de santé dans plusieurs régions isolées et les capacités des personnels de santé dans ces centres ainsi qu'en lançant 3 applications prototypes intégrées dans le plan de national Santé Sénégal.

L'ÉDUCATION

✓ Le projet consiste à appuyer l'Université Nationale de **Vanuatu** à développer son offre numérique pour prévenir les crises sanitaires ou environnementales à venir, notamment par la mise en place d'infrastructures numériques et le développement d'offres de cours en e-learning. Le pays est constitué de nombreuses îles et l'un des axes prioritaires de structuration de cette jeune université consiste à promouvoir un modèle d'enseignement hybride, combinant à la fois les modes en présentiel et en distanciel, afin de toucher l'ensemble de la population étudiante là où elle est dans l'archipel.

✓ **Au Burkina Faso et au Bénin**, des formations e-learning innovantes vont être mises en place en partenariat avec l'université virtuelle du Burkina Faso et l'agence numérique du Bénin. Cette opération de formation, menée par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), a pour objectif de tester un modèle économique de production de e-learning qui pourrait être disséminé dans d'autres pays sub-sahariens.

✓ **En Haïti**, l'objectif principal du projet est de faciliter l'accès à la culture, l'éducation et l'information à celles et ceux qui en sont éloignés. Intervenant en Haïti après les crises sociales, économiques et environnementales que le pays a connu récemment, le porteur du projet, Bibliothèques Sans Frontières (BSF) formera et équipera des partenaires locaux au travers la fourniture de solutions numériques off-line d'accès à des réseaux éducatifs. BSF poursuit ainsi un double objectif: apporter du contenu et renforcer les capacités des acteurs locaux.

✓ **Au Niger, en Ouganda, en Tanzanie et au Rwanda**, le programme Wehubit de la coopération Belge déploie 5 projets en lien avec DIRECCT. Wehubit appuie des projets d'éducation et d'enseignement proposant des approches hybrides (à distance et en présentiel) particulièrement destinés aux milieux les plus défavorisés.

LES MICROS, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

✓ **Au Sénégal**, Enabel va appuyer 200 PME actives en matière d'économie verte (agriculture, recyclage des déchets etc.) afin de leur faire suivre un programme de formation sur la transformation digitale.

✓ **Au Sénégal**, le projet piloté par Oxfam intervient en milieu rural, tout particulièrement auprès des organisations gérées par groupements féminins. L'objectif est de mettre en place plusieurs systèmes d'accès aux marchés et de paiements ainsi que des modes de financement, pour permettre à ces groupes de continuer leurs activités.

✓ **En Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo et au Ghana, ainsi qu'au sein des 15 États de la Communauté des Caraïbes**, le projet consiste à soutenir la transformation numérique des Micros, Petites et Moyennes Entreprises pour favoriser la continuité de leurs activités pendant les pandémies ou les chocs d'autres natures. Expertise France est en charge de la mise en œuvre du projet. Il s'appuie en Afrique sur les chambres de commerce nationale et développera le projet en 3 phases: l'identification des besoins des entreprises, la conception des outils appropriés à leurs besoins et leur mise en œuvre par la formation technique des utilisateurs.



©Sia Kambou



DIRECCT

Digital REsponse Connecting CiTizens

Information presse: mouniere.ext@afd.fr

Pour nous suivre:

Le site : directct.eu

Page Facebook : [DIRECCT Facebook](#)

LinkedIn: [DIRECCT](#)

Twitter : [DIRECCT Twitter](#)

Youtube : [DIRECCT Youtube](#)



©Groovy Banana

